

Le Rusé

Journal impertinent, insolent, humoristique

Nov 2010
N° 106

Rassemblement
Unitaire
Social
Ecologique

Edito

Je ne sais pas vous, mais moi les personnalités du show biz qui se permettent de critiquer les mouvements sociaux visant à s'opposer à la réforme des retraites imposée par Nicolas Sarkozy, ça a le don de me mettre en pétard. C'est Gérard Depardieu par exemple, qui estime que la mobilisation contre la réforme des retraites est « ridicule », ajoutant qu'il trouvait qu'il s'agissait d'une « manipulation de la part des syndicats. »

Ben oui quoi, facile quand on gagne 295 000 euros par mois. Quand rien que le fait de respirer lui permet d'empocher des milliers d'euros. Alors que la réforme des retraites, il s'en tamponne, on peut le comprendre. Mais qu'il ait le culot de critiquer

des gens pour qui un mois de son salaire équivaut à plus de 20 ans de boulot, des gens qui, en outre, participent à sa fortune personnelle en allant voir ses films au cinéma. Là non ! Un peu de décence tout de même !

Quand on a la chance de gagner des sommes aussi gargantuesques, on fait profile bas, et au minimum on respecte les gens qui se battent pour beaucoup moins que ça. Mais il est vrai qu'en 2007 c'est au candidat Sarkozy que l'acteur apportait son soutien, seulement 5 ans après avoir versé une grosse somme d'argent au PCF. Le grand écart ! Mais il est vrai que chez certains, les valeurs sont solubles dans l'argent... liquide bien entendu...



Lorsque qu'une administration ou un organisme public est propriétaire d'un bien, il lui est parfaitement possible d'effectuer des travaux qui peuvent être d'entretien ou d'investissement (agrandissement par exemple). Le distinguo est important, car le dossier ne se gère pas de la même manière et surtout les règles administratives diffèrent.

La frontière est pour le moins facile à définir : l'entretien relève de ce qui permet de maintenir le bien en bon état (dans des tarifs acceptables), l'investissement recouvre davantage des opérations lourdes, coûteuses, modifiant sur le fond la destination du lieu.

L'office public HLM de Calais est propriétaire d'une ancienne usine située rue des 4 coins (à proximité de la maternelle des Pierrettes, face à un parking public), rachetée en 2006 au prix de 450 000 euros, pour être démolie et permettre la reconstruction dans ce quartier prisée de nombreuses familles, d'appartements sociaux. Sauf, que la majorité actuelle ne veut plus de logements sociaux.

Alors pour trouver une destination au bien, il faut se creuser les méninges. Et voilà qu'un beau jour Madame Courmont décrète qu'on pourrait y faire la régie de l'office. De confier alors à son ami (la précision est importante) Monsieur Frédéric Bertheloot (qu'elle vient d'embaucher comme responsable technique) le soin de prendre quelques dispositions pour effectuer quelques travaux de peintures, d'électricité...

Jusque là rien de bien méchant, sauf peut-être que le responsable technique oublie de se faire accompagner par un bureau de contrôle qui évite souvent les erreurs, permet de respecter des législations changeantes, assure un suivi...

Allez la présidente l'a dit, on y va ! Et je te commande, et je t'en remets, et la présidente modifie sa vision des choses (on parle d'une agence pour accueillir...), recommande des travaux... Ça commence à faire lourd, cela fera d'autant plus lourd que le directeur (récemment viré) fera remarquer (c'est ce qu'on nous a dit, mais...) les manquements aux règles administratives et surtout de sécurité pour un bâtiment devant accueillir du personnel. Et d'un seul coup tout devient lumineux : il faut un bureau de contrôle. Désigné, celui-ci notera des manquements, des hors normes, des incohérences... qui se traduiront par... de nouveaux travaux !

Au total entre 300 et 400 000 euros de travaux payés par le budget entretien. En agissant de la sorte, on a privé les locataires de travaux d'entretien dans leurs logements et complètement oublié que le secteur public est astreint à respecter des règles administratives précises : l'autorisation de programme (a-t-elle été prise et si non, que font le bureau et le conseil d'administration ?), la mise en concurrence par appel d'offres, opération par opération... Tiens, tiens.

Sont-ils donc tous aussi (in)compétents ? Va savoir ? Souhaitant depuis un certain temps se débarrasser d'un directeur (qu'elle a pourtant recruté) qui lui tient tête et surtout lui dit ouvertement qu'elle ne peut pas, qu'elle doit respecter... madame la présidente se sert de ce dossier pour le virer. Comme le responsable technique (son ami), la gêne plus qu'autre chose elle se dit qu'elle ferait bien d'une pierre deux coups. Sauf que l'ami l'a vue venir et tente de négocier son départ pour, au départ 75 000 €, ramené aujourd'hui à 45 000 € et cela juste pour 18 mois de présence !

Mamy ne cédera pas, c'est dit !
Sauf qu'entre-temps mamy ayant demandé à son

(Suite P2)

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En

Route du Rhum

Philippe Blet connaît-il son territoire ? On en doute. Pas qu'on soit mauvaise langue, non, c'est plutôt une phrase du communiqué qu'il a commis pour le « dossier de presse » de la Route du Rhum qui nous a interpellé. Le président de la CAC y écrit que les Calaisiens, comme tous les chtis, sont... Peut importe en fait ce qu'ils sont... Voilà les Calaisiens devenus des Chtis. Surfant sur la vague Dany Boon, il se dit sans doute que c'est bon pour sa popularité. Sauf que dans le Pas-de-Calais, point de chtis. Cette appellation est réservée aux populations du Nord, dunkerque par exemple ... Allez à sa décharge, il nous faut ajouter que son dir'com' vient tout droit de Grande-Synthe et que lui non plus ne connaît pas le territoire. Alors forcément si c'est lui qui est chargé d'écrire ses proses...

Coup de bidon

La justice vient de condamner un dangereux criminel à 1 € de dommages et intérêts au bénéfice de Tti Claude, le dir'cab' en chef et grand ami de Natacha Bouchart. Son crime ? S'être adressé à tit Claude en ces termes : « Toi, le vieux, je vais te casser les lunettes... » On est heureux de voir que la justice fait son boulot. D'autant plus heureux que la prochaine fois que Claude Demassieux essaiera d'agresser Jacky Hénin (comme s'est arrivé à l'issue d'un conseil municipal) en lui donnant un coup de ventre sous les yeux effarés d'une collègue de l'ancien maire, par ailleurs conseillère municipale et avocate, celui-ci pourra à son tour porter plainte. Combien peut bien valoir un coup de bidon ? Est-ce que ça vaut plus s'il est médaillé ?

On le note



Pas de Rusé la semaine prochaine... Eh oui, notre rédacteur en chef, directeur de publication, j'ai nommé Jacky Hénin (vous allez rire, mais il y a encore des gens - rares tout de même - qui ne savent pas qui est derrière ce journal qu'ils trouvent anonyme. Heureusement qu'il est envoyé avec l'adresse de messagerie : Jacky Hénin...), notre rédacteur en chef, disais-je, fête cette semaine (vendredi, mais ne le répétez pas), son premier demi siècle et s'offre à cette occasion un week-end de repos avec sa chérie. Y en a qui ont de la chance quand même. On vous donne donc rendez-vous le week-end du 21 novembre pour de nouvelles infos croustillantes...

(suite de la P1)

Nathalie épinglée

Lorsque nous avons appris que Nathalie était pressentie pour intégrer l'Ordre National du Mérite, nous nous sommes dits : C'est une blague ! Ils ne vont quand même pas oser !

Et pourtant, ils l'ont fait. Nathalie a bien été élevée au rang de chevalier, distinction remise par son mentor et ex-patron Jean-Paul Delevoye très discret « médiateur » de la République. La question que l'on peut se poser est : pour quel mérite ? Pas pour son action auprès des Calaisiens, elle est inexistante (ou peut-être quelques Calaisiens fortunés, pour ne pas être injuste).

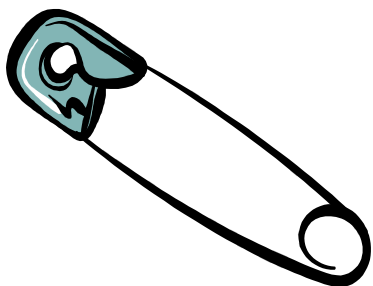
Mais qu'est-ce l'Ordre National du Mérite ? Comment et pourquoi l'obtient-on ? Voici quelques éléments de réponses.

C'est au Général de Gaulle que revient en 1962 la création de cet ordre, il voulait ainsi affirmer les grands principes de la V^e République, « dès lors que chacun, civil ou militaire, déployait toute son énergie au service du pays. »

Étaient appelés à rejoindre les rangs de l'ordre du mérite les citoyens choisis : **pour leur exemplarité, leur intelligence, leur talent, leur engagement citoyen, la générosité avec la-**

quelle ils avaient exercé leurs responsabilités, les services distingués au pays.

A la lecture de ces critères originaux, on s'aperçoit que les temps ont bien changé, et qu'il y a aujourd'hui du « mou » et du « laisser aller » dans la manière de sélectionner les récipiendaires (bon courage pour classer Nathalie à partir de ces références).



Ainsi présentement, la sélection est beaucoup plus souple, il faut appartenir à l'UMP ou mieux le financer, ou encore flatter, amuser, régaler le monarque ou l'un de ses disciples. En cela Nicolas Sarkozy donne un bien mauvais exemple, il a ainsi élevé au rang de chevalier de la Légion d'Honneur, des chefs cuisiniers qui lui préparent ses plats préférés, des grands patrons ou des acteurs qui l'ont accueilli à bord de leur yacht ou dans leur villa et même des exilés fiscaux. Avec des promotions marquées par le clanisme, le renvoi d'ascenseur et la

fascination pour tout ce qui brille, où sont passés les grands principes de la V^e République ? Le Général doit à coup sûr se retourner dans sa tombe.

Pour Nathalie, il aura suffi d'une rencontre avec le Ministre de l'immigration, Eric Besson, (c'est lui qui a introduit la requête) d'un tapage médiatique autour du démantèlement de la Jungle et du déménagement manu militari de quelques dizaines de pauvres bougres pour être distinguée et promue chevalier de l'Ordre National du Mérite (et encore on a échappé au pire, entre dissidents du PS, certains disent même traître, si Blet avait rencontré Besson, le Président de l'Agglo serait aujourd'hui chevalier de la Légion d'Honneur).

Tout cela prêterait à sourire si le prestige d'un symbole de la République n'était pas brutalisé, dénigré. Il y a des décisions prises qui frôlent l'inconvenance, dans la promotion 2010, au même titre que Nathalie, 4 soldats français et 2 gendarmes, « tués dans l'accomplissement de leur devoir » ont été élevés à titre posthume chevalier de l'ordre National du Mérite, les familles apprécieront certainement la nuance.

A défaut d'emplois, inaugurons !

Ça y est, c'est fait ! C'est en grande pompe que nos idylles ont inauguré (devant un parterre clairsemé) les locaux de l'ancien garage Citroën situé rue Paul Bert. L'ensemble du bâtiment se trouve donc ainsi affecté à la promotion du territoire, au développement économique et à l'urbanisme.

Un mélange des genres particulièrement intéressant, qui s'effectue rappelons-le au détriment du contribuable calaisien. En effet, si l'urbanisme est de compétence municipale, les autres secteurs sont de la compétence communautaire, une entité qui a reçu en dotation (pour mener à bien sa tâche) le montant de la taxe professionnelle. Qu'à cela ne tienne, Natacha l'a décidé, les Calaisiens paient : 500 000 euros par an de subvention à Calais Développement, là où ce devrait être l'agglomération qui assume.

Comme il fallait bien une vitrine à la hauteur des grandes ambitions de Natacha et Philou, c'est 1 millions 700 000 euros qui auront été investis dans la rénovation de l'édifice.

S'il ne fait aucun doute pour personne, de l'utilité de posséder un service développement économique, il en va différemment de la débauche de moyens étalée pour, disons-le franchement : le peu de résultats enregistrés. Ainsi, hier les autres étaient responsables de tous les malheurs, leur couleur politique empêchait même la moindre créa-

tion d'emplois. Si les autres hier étaient responsables, ceux d'aujourd'hui le sont donc tout autant. Que dire alors de ces voix qui montent pour affirmer que c'est pire qu'avant, que le taux de chômage a progressé de 35%, que les entreprises calaisiennes sont laissées de côté...

C'est tellement vrai que l'inauguration se déroule en plein plan social chez SEAFRANCE, à CALAIRE, que TOTAL ferme ses services sur la zone Transmarck (après avoir empêché tout autre développement pendant des années de cette zone), que de nombreux commerces ferment leurs portes, que la première rare implantation, KFC, est construite par des entreprises extérieures au Calaisis... Pas vraiment glorieux tout cela ! Enfin, cette inauguration aura au moins permis à Philou de faire la nique à Natacha. Elle ne voulait pas qu'il parle, ce serait l'occasion pour elle de se mettre en valeur.

Le « roquet » ne s'est pas laissé faire et au final il s'est imposé, obligeant Natacha à revoir sa copie... Ils en rient encore les hommes de l'ancien futur (c'est lui qui le dit) socialiste. Nos deux compères auront au moins trouvé un adversaire commun à l'occasion de cette inauguration : les banquiers accusés d'être trop frileux. Pourquoi pas, ça permet au moins de détourner pour quelques temps l'attention. Plus tard, ils ressortiront que c'est de la faute à Jacky.

ami d'être présent sur une liste aux élections internes à l'office pour flinguer les syndicats, le salarié s'en trouve protégé (c'est la loi). Il faut donc au moins consulter l'inspection du travail, qui répondra rapidement qu'il vaudrait mieux ne pas prendre de risque ! Comme on veut sa peau, l'ami s'épanche, s'épanche... Au travers de ce dossier, un exemple caractérisé de l'incompétence manifeste d'un élu qui n'en fait qu'à sa guise. Un élu qui n'est pas obligé de connaître les lois (mais nul n'est censé les ignorer), mais peut naturellement se faire aider de techniciens compétents pour peu qu'on ne les mette pas volontairement de côté. Alors pourvu que les amis d'hier ne se transforment pas en ennemis de demain déversant leur bile dans les couloirs de l'office. Pourvu surtout qu'après cet article, les administrations intéressées ne se mettent pas en tête de chercher... On dira encore que c'est de la faute à ... va savoir ?

Ça m'gratte

Pas contente

Toute rouge, qu'elle était ! "Mamy" Courmont a fait, à l'occasion de la lecture du précédent Rusé, une véritable crise d'hystérie. Pensez donc, un véritable crime de lèse majesté : tout dire sur le recrutement (par elle-même, on n'est jamais mieux servi que par soi-même) de sa fille à l'office HLM de Calais. Et de convoquer la directrice des ressources humaines, et d'enquêter sur qui pourrait bien informer, et de surtout menacer de procès, le Rusé et ceux qui sont derrière. Chiche ! Il semble que, depuis, sa volonté d'en découdre se soit fortement émoussée. Pensez donc, sa fille elle-même informe le Rusé, en parlant beaucoup trop... Enfin, pour que les choses soient plus claires encore (concernant l'incompétente présidente) on vous expose dans ce numéro l'histoire des travaux qui n'en finissent jamais et coûtent fort chers ! Puis dans quelques temps ce sera un dossier explosif comme dirait "mamy" (sauf que nous on l'a vraiment).

Le dessin

Tout est dans la façon de dire les choses... Notre dessinateur Babouse l'a bien compris...



Estrosi à Calais... l'Arlésienne

Nous nous étonnions dans un certain nombre de nos parutions, de ne pas avoir encore reçu une visite ministérielle de rang et cela bien que la première magistrate de la Ville nous ait affirmé qu'elle avait des « relations » qui seraient bénéfiques à Calais (on attend toujours la venue de Sarko).

Bien sûr, il y avait bien eu la venue d'Eric Besson, Ministre de l'immigration, de la rafle et de l'exclusion, pardon de l'intégration ! Mais avec quel impact pour notre ville ? Besson avait pour le compte endossé la veste de ministre de « l'environnement » (c'est une boutade !) en venant constater lui-même et devant les caméras de télévision, les résultats de son action. C'est-à-dire, le grand nettoyage dans la « jungle », en soustrayant du regard des « braves gens » cette pollution que représente la misère dans ce qu'elle a de plus perfide et en dispersant au quatre vents les « laissés pour compte » du Monde. En termes d'image et de retombées, avec Eric Besson, « celui qui lave plus blanc » et « recycle les déchets de l'humanité », on peut rêver mieux ! En somme, nous espérons la venue d'un ministre en charge d'un portefeuille important, pouvant apporter des réponses sur l'emploi, l'aménagement économique et l'industrialisation de notre territoire. D'autant qu'il y avait beaucoup à dire sur le sujet après la fermeture de l'entreprise CUNO, le rejet du clan Bouchart du projet Eras Métal, ainsi que les difficultés de Schaeffler, Calaire, de l'industrie de la dentelle ou encore de la Raffinerie Total (dans laquelle travaillent une quarantaine de Calaisiens)... En bref un interlocuteur tel que le Ministre de l'industrie, Christian Estrosi, était tout indiqué pour répondre aux inquiétudes de nos concitoyens (il est à signaler que Jacky Hénin a été le seul à l'avoir interpellé à plusieurs reprises sur les sujets cités). Et puis, voilà que la presse locale nous annonçait

la semaine dernière que Christian Estrosi devait venir ce jeudi 4 novembre pour visiter l'entreprise Meccano, sur le thème « fabriqué en France ». En effet, Meccano qui est l'une des dernières usines en France à fabriquer du jouet, venait en plus de relocaliser une partie de sa production effectuée en Chine vers Calais.

Trois jours durant, l'usine avait été récurée de fond en comble, des machines avaient même été déplacées pour ériger l'estrade ministérielle ainsi que pour la place de l'auditoire, le tout supervisé par le cabinet du Ministre.

Mais catastrophe ! La veille du jour J à 21 h, un secrétaire du Ministère informait la direction de l'usine de la défection du Ministre. Il va sans dire que la méthode est plutôt cavalière et irrespectueuse, pour un personnage de rang censé représenter les valeurs de notre République.

Quant aux motifs invoqués, ils restent troubles. La presse locale aurait reçu un communiqué sur l'annulation de la visite « en raison d'un risque de manifestation ». Les membres du Gouvernement seraient-ils à ce point paranoïaques pour confondre des syndicalistes avec de dangereux terroristes ? De plus, tout le monde sait que dans ce genre de déplacement le cordon de sécurité est tel qu'il est impossible que des manifestants puissent approcher une personnalité. De plus, ce serait mépriser l'intelligence des responsables syndicaux qui luttent au quotidien justement pour les relocalisations de production.

Non, vraiment la couleuvre était trop grosse à avaler. Aussi, du côté du ministère il fallait prétexter un autre motif plus crédible : la venue de Hu Jintao, président chinois. Là, la couleuvre vire au boa. En effet, la venue officielle du dirigeant chinois était prévue de longue date, il était impossible que le Ministère ait occulté cette information. D'ailleurs en consultant sur internet l'agenda du Ministre, on remarque que

pour le jeudi 4 novembre sont inscrits pour le **matin : Calais (Pas-de-Calais) : visite de l'entreprise Meccano sur le thème "Fabriqué en France" ; à 15h : Assemblée Nationale, questions au Gouvernement et à 20h : Président de la République : dîner d'Etat en l'honneur de Hu Jintao, président de la République populaire de Chine (Elysée).**

Alors, on est en droit de s'interroger sur les raisons réelles qui justifient l'absence de Christian Estrosi. Aurait-il été déplacé, alors que Sarkozy (tel un De Funès le talent en moins) flattait servilement Hu Jintao, qu'un ministre aille féliciter et cite en exemple une usine qui rapatrie une production de Chine vers la France ? Il faut ménager les Chinois, ils sont tellement susceptibles ! Il ne fallait pas commettre d'impair alors que quelques multinationales françaises étaient en mesure de signer pour 17 milliards d'euros de contrats (avec transfert néanmoins de notre technologie, ce qui permettra à la Chine de venir nous concurrencer, voire nous évincer dans le peu de domaines où nous sommes encore compétitifs).

Aussi, peut-on comprendre la déception des salariés de Meccano, car la venue du ministre représentait pour eux, la valorisation d'un savoir-faire, la reconnaissance de la qualité de leur travail. L'attitude de Christian Estrosi, prouve s'il en est encore besoin que ce Gouvernement méprise le monde du travail.

Qu'en est-il du Maire de Calais, nous direz-vous ? En l'absence du ministre, elle n'a pas daigné se déplacer non plus (ce qui lui a permis de concentrer un peu plus de son temps à sa propre cérémonie en l'honneur de sa nomination en tant que chevalier de l'Ordre National du Mérite), l'assistance n'étant pas assez huppée pour elle. Il est vrai que l'industrie et les ouvriers, sont loin d'être, pour elle, des priorités.

On est toujours trahi par ses amis !

C'est avec beaucoup d'émoi que nous avons appris en parcourant les colonnes du Nord-littoral que Nathalie, lors de sa cérémonie en l'honneur de sa distinction, avait « laissé parler son cœur » et avait dénoncé les quolibets, les rumeurs, les plaisanteries de plus ou moins bon goût... à son encontre, celle de Claudius ou de la Grande Mumu, ses grands amis.

Nous ne pouvons que nous associer à sa peine et déplorer les viles attaques qui fusent de son propre camp. Car c'est en effet ceux qui se sont liés à elle au sein d'une liste hétéroclite ou qui tout simplement ont voté pour elle qui sont aujourd'hui les plus virulents.

Peut-être lui reprochent-ils son incapacité à mettre en œuvre une politique cohérente, à tenir les promesses faites pendant sa campagne pour les municipales (faut-il rappeler les millions d'emplois promis). Pour ceux-là nous offrons à Nathalie ces citations, l'une de

Beaumarchais : « *Au moindre échec, ô mes amis, souvenez-vous qu'il n'est plus d'amis.* » Et l'autre de Talleyrand : « *Ne dites jamais de mal de vous, vos amis en diront toujours assez.* »

En conclusion, on peut comprendre le désarroi de Nathalie qui, à quelques rares exceptions, ne peut pas compter sur la loyauté des gens qui l'entourent et qui doit faire face à une opposition bien vivante.

Allez, rien que pour elle une dernière dédicace à méditer :

« Il faut avoir des amis et des ennemis ; des amis pour nous apprendre notre devoir, et des ennemis pour nous obliger à le faire. »

Sans les dents

Les emplois c'était son cheval de bataille, sa raison d'être, son combat, d'ailleurs elle allait les chercher par les dents. Ça c'est ce qu'elle déclarait durant la campagne électorale, histoire d'attirer une population fortement touchée par le chômage. Elle allait créer des « millions » d'emplois, elle l'avait promis, alors on avait voté pour elle. Ils n'avaient alors pas compris que certains hommes/femmes politiques sont prêts à promettre de décrocher la lune si seulement ça peut leur permettre d'être élus... En tout cas, ce n'est pas l'entreprise KFC qu'elle est si fière d'avoir su attirer sur la territoire (ben oui de la grande gastronomie de basse-cour qui utilise des volailles de pétaouchnoque alors que nos poulets de Licques sont si réputés...) qui a créé de l'emploi pour sa réalisation. L'entreprise a en effet fait venir des turcs pour la durée des travaux. Une fois de plus la dentition de Natacha Bouchart n'a pas été très efficace. Sans doute normal en ce qui concerne KFC, car il est vrai que les poulets n'ont pas de dents...